

Texte action CSA vendredi 21 juin NICE

Situation générale

Les détails du scrutin des élections européennes révèlent l'ampleur de la progression de l'extrême droite, en tête dans 93 % des communes de France et dans toutes les catégories socio-professionnelles. D'un côté, le RN a capté une partie significative du vote bourgeois, que le lepénisme n'effraie plus. De plus, le changement de leur discours économique de ces derniers mois, axé sur la réduction de la dette et une doctrine libérale, a pu rassurer les milieux aisés. De l'autre côté, le RN agrandit sa base populaire, déjà élargie en 2022, probablement sous l'effet de son discours mensonger, sur le social et le pouvoir d'achat. Cette progression, dans tous les secteurs et tous les territoires, peut permettre au RN d'obtenir la majorité à l'Assemblée nationale. Cette possibilité agite tous les citoyens depuis l'annonce de la dissolution. La politique menée par le gouvernement Macron, depuis 2017, a largement contribué à la montée du RN en France. Malgré cette situation politique préoccupante, le SNES-FSU doit continuer, plus que jamais, sa lutte pour une éducation émancipatrice sur tous les dossiers en cours. Le programme de l'extrême droite montre qu'elle est un réel danger pour l'École, les personnels et les élèves. L'extrême droite ne fait que peu de cas de la démocratie menaçant le droit syndical et la liberté d'expression des personnels. Sur le fond, l'extrême droite ne condamne jamais l'insuffisance des moyens, ni ne parle de la dégradation des conditions de travail. Jamais elle ne porte un regard critique sur les inégalités scolaires et sociales des élèves. Derrière un discours prétendument social, elle promet en réalité l'obscurantisme, l'autoritarisme, la haine, le racisme, l'antisémitisme, les LGBTIphobies, le sexisme. L'École est aujourd'hui à un point de bascule et va mettre des années à se remettre des politiques menées notamment depuis 2017, mais si l'extrême droite arrive au pouvoir, l'École publique ne s'en remettra pas. En outre, les grandes lignes de ce programme ne sont pas complètement inconnues dans le service public d'Éducation d'aujourd'hui. Ainsi une bonne partie des mesures Choc des savoirs s'inspire des mesures portées par le RN : groupes de niveau, DNB barrage vers la 2de...

- ⇒ **Dans ce contexte plus que préoccupant, le SNES-FSU a acté la nécessité d'une victoire du Nouveau Front Populaire, soutient son programme et les candidat.e.s qui le portent, le plus proche de nos mandats, tout en maintenant son indépendance syndicale. Il est impératif de voter massivement les 30.06 et 07.07 prochains.**
- ⇒ **Le SNES-FSU appelle les collègues à participer à toutes les manifestations contre la montée de l'extrême droite et notamment dimanche 23.06, à l'initiative des collectifs féministes, à 16h à Nice (place de l'île de Beauté).**
- ⇒ **Le SNES-FSU communiquera à l'ensemble des collègues de l'Académie les analyses du programme RN.**
- ⇒ **Le SNES-FSU, face aux élections à venir, doit rappeler son attachement à l'école publique, laïque et démocratique et lancer une pétition au plus vite pour affirmer que nous n'obéirons à aucune injonction allant à l'encontre de nos valeurs et principes républicains.**
- ⇒ **Le SNES-FSU s'engage à organiser un Bureau Académique après les résultats du 07.07**

Collège

Depuis plusieurs mois, le SNES-FSU a été à l'offensive contre le Choc des savoirs avec son mot d'ordre « nous ne trierons pas nos élèves ». Plus que jamais, cet appel est d'actualité et rien n'est trop tard. Nous sommes attachés au projet scolaire de l'École publique, laïque, gratuite et obligatoire : accueillir partout tous les élèves sans distinction d'aucune sorte, être ambitieux pour chacun, respecter et participer à une véritable liberté de conscience notamment par la construction de l'esprit critique autour de savoirs scientifiquement validés. Il est encore possible d'agir en conseil d'administration pour contourner la mise en œuvre des groupes de niveau en utilisant des leviers réglementaires.

- ⇒ **Le SNES-FSU a proposé les outils dans le cadre d'une action coordonnée avec les parents d'élèves élus au CA pour décider, par un vote, le principe de classes et/ou groupes hétérogènes et invite les collègues à demander la tenue de CA extraordinaires.**

Lycée

Au Lycée alors qu'ont commencé lundi 17/06 les fameux stages seconde, on peut déjà dire que c'est un échec puisque de nombreux élèves de seconde n'ont pas trouvé leur stage obligatoire ! Les élèves sans solution doivent être accueillis dans leur établissement alors que nous sommes dans une période où ont lieu les examens et où plus aucun personnel n'est disponible pour accueillir les élèves et, fort heureusement, il est impossible aussi d'envoyer ces lycéens au SNU, car tous les séjours sont complets en juin. Il est donc clair que ce stage obligatoire de seconde, mesure annoncée en septembre par Gabriel Attal, l'éphémère ministre de l'Éducation est un fiasco annoncé !

⇒ **Le SNES-FSU demandera un bilan très précis sur ces stages dès le Csa de rentrée et fera un communiqué de presse pour dénoncer l'absurdité de cette mesure.**

Toujours en seconde, les recalé.e.s au DNB, à partir de la rentrée 2025, se verront interdire le passage en Seconde générale, technologique et aussi en Seconde professionnelle. Il s'agit d'une régression historique ! Si le diplôme national du brevet (DNB) a connu de nombreuses évolutions, il n'a jamais été un examen conditionnant l'entrée au lycée. Qu'il le devienne, par la création de cette voie de garage, selon le projet du ministère, lors de la session 2025, est inacceptable ! Aucun programme n'est et ne sera défini pour cette classe de prépa-Seconde. Elle ne garantit d'ailleurs que 20 heures d'enseignements généraux, avec notamment moins d'heures de français et de mathématiques qu'en Seconde professionnelle ou qu'en redoublant la classe de Troisième ! Dans l'Académie, à la rentrée, sont ouvertes deux classes prépa seconde : une à Nice, aux Eucalyptus ; l'autre à Rouvière dans le Var.

⇒ **Le SNES-FSU appelle les personnels à ne pas faire de publicité auprès des élèves et des familles pour les classes de prépa-Seconde expérimentées la rentrée prochaine – sur la base du volontariat –, ni à les proposer comme orientation en conseil de classe au troisième trimestre.**

Formation continue

Un CSA consacré à la formation continue a lieu le 4 juillet. Notre Rectrice semble vouloir être précurseur en ce qui concerne le sabotage de la formation des enseignants, voulant par ce biais, relancer le débat sur le temps de travail des enseignants. Son but affiché lors du CSA de juin 2023 était d'organiser une formation continue qui n'impacterait plus du tout le face à face avec élèves. Comprendons que toutes les formations auraient lieu lorsque nous n'avons pas cours : un peu sur les vacances scolaires, le mercredi AM, les fins d'après-midi après 17h30... Force est de constater que l'infaisabilité d'une telle organisation lui avait échappé et qu'elle a dû renoncer à ses ambitions : 50% des formations auront finalement un impact sur le face à face avec élèves, avec 30% avec des dates publiées et 20% dates imprévisibles.

⇒ **Le SNES-FSU appelle les collègues à bien vérifier l'affichage des formations et de refuser de se former hors temps de travail.**

Formation initiale

À 3 mois de la rentrée, rien n'est prêt, de nombreuses questions restent sans réponse. Les formateurs et formatrices ne savent pas quel sera leur avenir et ce qu'ils et elles devront enseigner dès la rentrée 2024. Les étudiant-es ne connaissent ni les attendus de la formation, ni les maquettes de concours, ni le traitement qui leur sera réservé une fois lauréat-es. Le ministère annonce une réforme en profondeur de la formation initiale des enseignant-es, mais aucun document officiel qui retrace l'ensemble de la réforme de la formation n'a été présenté aux organisations syndicales. La crise d'attractivité s'enracine dans la durée et le gouvernement fait le choix de l'aggraver avec une réforme volontairement précipitée et impensée. C'est irresponsable !

⇒ **La FSU a maintenu son opposition de forme et de fond à cette réforme, a demandé qu'elle soit retirée et que des négociations soient ouvertes dès la rentrée pour une autre réforme, à la hauteur des enjeux.**

Politique internationale

Le lourd contexte national ne doit pas nous faire oublier que des guerres terribles se poursuivent dans le monde, Ukraine, Gaza, ainsi qu'au Soudan dans une surdité médiatique alarmante.

⇒ **Le SNES-FSU doit continuer à appeler à manifester pour la paix, tous les samedis à 15h, place Garibaldi, à Nice et à 15h00 Place de la Liberté à Toulon.**

VOTE DU TEXTE :

CONTRE : 0

Abstentions : 5

NPPV : 0

POUR : 25